

Séance publique du jeudi 7 mai 2015

Convoqué le jeudi 30 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 7 mai 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Jacques DOMERGUE.

Ecole Elementaire Jules VERNE - Protocole d'accord suite à des dégâts des eaux provenant des menuiseries extérieures de la façade

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du marché de travaux n° 5D741101 relatif à la construction de l'école élémentaire Jules VERNE, le lot n° 5 « menuiseries extérieures » d'un montant de 117 545€ HT a été attribué à la SAS J'ALUMINE suivant l'acte d'engagement du 17 mars 2005.

Afin de prendre en considération des prestations supplémentaires, ce marché a été complété par deux avenants en date des 24 mars 2006 et 19 avril 2007. Il a également fait l'objet d'un ordre de service en date du 30 août 2006 prolongeant le délai d'exécution de douze semaines.

Le 13 septembre 2006, la réception partielle des travaux a été prononcée, en présence de la SAS J'ALUMINE, avec de nombreuses réserves portant sur des non conformités contractuelles, non conformités aux DTU et de survenance de sinistres par infiltrations d'eau.

Afin que lesdites réserves puissent être levées, un délai supplémentaire a été accordé à la SAS J'ALUMINE pour effectuer les travaux de reprise avant le mois de février 2007. Cependant, les travaux n'ont pas été effectués dans les délais.

La VILLE a donc convoqué la SAS J'ALUMINE pour une réception définitive des travaux le 19 janvier 2007, qui n'a pu avoir lieu en raison de l'absence de l'entreprise.

Le 20 mars 2007, la VILLE a mis en demeure la SAS J'ALUMINE d'effectuer les travaux de reprise sous quinze jours, sans succès.

Le 27 juin 2007, la réception définitive des travaux a donc été prononcée avec réserves, l'absence de la SAS J'ALUMINE ayant encore une fois été constatée.

Outre les réserves émises et non levées, de nouveaux désordres sont apparus postérieurement à la réception. Malgré plusieurs mises en demeure, la SAS J'ALUMINE n'a pas procédé aux travaux de réparation demandés par la VILLE.

Le 6 avril 2009, un procès-verbal d'huissier a constaté que les travaux de mise en conformité sur les menuiseries extérieures n'avaient pas été entamés.

Afin de déterminer la cause, l'étendue et l'origine des dommages relatifs aux travaux, la Ville a saisi le tribunal administratif d'un référé-expertise par requête en date du 25 février 2010.

Par ordonnance en date du 2 avril 2010 Monsieur MARCORELLES, expert judiciaire, a été nommé par le tribunal administratif.

Aux termes de son rapport d'expertise du 30 mars 2012, il ressort que les travaux effectués par la SAS J'ALUMINE présentent des non conformités au CCTP, des manquements aux règles de l'art et que de nombreuses infiltrations dans les classes les rendent partiellement impropres à leur destination.

L'expert a proposé la réalisation de travaux nécessaires à la réparation des désordres constatés. Ces travaux ont été effectués par la SAS J'ALUMINE.

Afin de mettre un terme au litige entre la VILLE et la SAS J'ALUMINE, assurée par AXA France Iard, et de prévenir un recours en responsabilité, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel.

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au litige survenu entre les parties. La SAS J'ALUMINE s'engage à régler à la VILLE une indemnité transactionnelle définitive d'un montant de 7 489.02€ correspondant aux frais d'expertise engagés dans le cadre du référé-expertise.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole d'accord transactionnel « COMMUNE DE MONTPELLIER– SAS J'ALLUMINE » joint en annexe.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le protocole d'accord et plus généralement tout document relatif cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Saurel', written over a horizontal line.

Philippe SAUREL

Publiée le : 11 mai 2015